



United Nations



Helene Wilson



Laura Jones



United Nations

La Décennie des femmes au Nations-Unies

CHRISTIANE BACAWE

This article assesses the UN's often feeble attempts to deal with women's issues. The author points out that women are learning to set the conditions of their participation in UN conferences and committees and urges them to continue to do so.

J'ai vu beaucoup de pays et j'ai vu beaucoup de révolutions. Chaque fois qu'il s'agissait de défendre les femmes on me disait que ce n'était pas le moment.

Simone de Beauvoir

Prononcées en mars 1979, lors de la fondation du *Comité international du droit des femmes*, ces paroles résument bien la complexité, l'ambiguïté et l'hypocrisie qui caractérisent les discussions entourant

l'acceptation et la reconnaissance d'une véritable participation des femmes à tous les aspects de la vie politique. Des déléguées de ce comité qui se rendirent en Iran rencontrer les dirigeants révolutionnaires ont certainement pu comprendre toutes les difficultés et les embûches d'un tel débat.

L'Année internationale de la femme suscita beaucoup d'espoirs et d'attentes, particulièrement en ce qui concerne les femmes et la vie politique. Le niveau de la discussion, le 'prestige' des institutions impliquées, la présence des grands noms

de la politique internationale, tout contribuait à donner à cet événement des chances de réussite impressionnantes. La très grande visibilité des femmes—que ce soit au niveau des Nations-Unies ou des délégations des gouvernements—contribuait à l'illusion d'une arrivée conquérante des femmes sur la scène politique.

La réflexion entourant cette première étape de ce que l'on nomme la décennie pourra paraître le constat d'un échec pour certaines. Pour d'autres elle confirmera les théories d'une démarche

originale des femmes, démarche qui se situe—par la force des circonstances et souvent par choix—en dehors des structures formelles, surtout lorsque ces structures n'ont pas été pensées et mises en place par des femmes.

La 'décennie', dans une volonté de continuité en principe fort louable, est à la fois l'ensemble des activités des Nations-unies qui serviront à surveiller et à évaluer les efforts des gouvernements participants à réaliser le plan d'action adopté à Mexico en 1975 et l'occasion pour les femmes de se demander où elles en sont, d'abord cinq ans, et dans une seconde étape, dix ans après l'Année internationale de la femme.

Tel que présenté, à partir des thèmes : égalité, développement et paix, le plan d'action mondial impliquait, dès le début de sa mise en oeuvre, une participation entière des femmes. Il paraissait impossible et absurde de tenter d'assurer l'égalité entre les hommes et les femmes et de les associer à part égale au développement d'une nation en continuant à écarter les femmes de la vie politique.

Les femmes de plusieurs pays ont rapidement compris qu'il existe une distance énorme entre les discours diplomatiques et les réalités politiques. Les incohérences de cette nature sont rarement soulignées dans les rencontres internationales. Par contre, les affrontements idéologiques furent nombreux à Mexico. De nombreux gouvernements se sentaient menacés, à des degrés divers, par le mouvement des femmes car il remettait en question toutes les dimensions de la vie politique.

Cinq ans plus tard, les statistiques internationales qui seront présentées à la Conférence de Copenhague ne démontrent aucun progrès. Dans bien des cas, il y aurait régression. Les femmes, sur le plan politique n'ont pas obtenu, dans la réalité, une participation au moins égale à celle des hommes dans la gestion des affaires publiques de leurs pays respectifs ni au sein des organismes internationaux.

Les exemples sont nombreux et décrivent un quotidien bien semblable à celui qui était dénoncé à Mexico en 1975. Les situations de pauvreté et de sous-développement continuent à maintenir des millions de femmes dans un esclavage inacceptable. Les barrières culturelles, historiques et religieuses sont les mêmes : réalités profondes ou alibis bien comodes ? Que faut-il penser de ce qu'il est convenu de nommer 'l'affaire Maschino' ? Quel sens donner aux situations révolutionnaires qui impliquent des femmes : en Iran, en Italie ?

En préparation à la Conférence de juillet 1980, la commission spéciale des

Nations-Unies a demandé aux gouvernements de définir leurs objectifs, d'identifier leurs priorités et de décrire leurs difficultés. Pour les organisatrices, il s'agit, compte-tenu de l'importance de la continuité dans une telle démarche, de relancer le mouvement commencé en 1975, de consolider les positions et de revoir, avec les dirigeants politiques, les actions accomplies depuis cinq ans. Un questionnaire très détaillé a donc été adressé à toutes les nations membres de l'ONU. En septembre dernier, seuls 24 pays, dont le Canada, avaient répondu.

La réponse du Canada est demeurée incomplète, car, m'a-t-on déclaré au bureau de la coordonnatrice à Ottawa, la structure politique canadienne accorde assez peu de pouvoirs au gouvernement central dans les domaines concernant la promotion des droits des femmes. De nombreuses questions de l'ONU portaient sur des sujets de juridiction provinciale. Quelques provinces ont accepté de collaborer, et le Canada a pu tout de même informer les organisatrices de la Conférence des progrès réalisés depuis 1975. une délégation canadienne composée de déléguées du gouvernement central et des provinces ainsi que de représentantes—deux ou trois—des organisations féministes non-gouvernementales se rendra à Copenhague.

Où en sommes-nous au Canada ? La brochure de même titre, publiée annuellement par le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme relève dans le rapport de la Commission royale d'enquête Bird, trois recommandations concernant les femmes et la vie politique. Il s'agit des nominations au Sénat et aux tribunaux de juridiction fédérale. Ces recommandations, au demeurant mineures pour un véritable accès des femmes aux postes de décision, sont encore faiblement mises en oeuvre. On tend aussi à définir quantitativement la participation des femmes ce qui est à la fois révélateur et difficile à évaluer pour ce qui est de la signification réelle de cette présence visible des femmes dans les parlements et les assemblées. Les récents résultats d'élections fédérales et provinciales ne sont pas de plus encourageants. On déplore également, dans des termes très proches de ceux de 1975, l'absence de femmes dans les structures des partis politiques, aux autres niveaux de gouvernement : municipal et scolaire, ainsi que la participation trop faible des femmes aux activités formelles du pouvoir traditionnel : assemblées politiques, élections etc.

Il faut continuer à s'interroger sur la faible présence des femmes mais aussi se demander si les structures et modes de

fonctionnements actuels n'apparaissent pas à un grand nombre de femmes comme des processus et des structures construits depuis longtemps par des hommes et pour des hommes. Le refus conscient d'un pouvoir jugé essentiellement et éternellement masculin est la raison invoquée par un nombre croissant de féministes pour expliquer leur non-engagement politique.

Une certaine méfiance commence aussi à paraître. Les craintes d'une récupération, d'une utilisation du mouvement féministe par les pouvoirs. La crainte aussi d'une contre-offensive insidieuse qui fait appel en des termes actuels et stratégiques aux attitudes les plus traditionnelles.

Responsabilité, choix, décision : ce sont les facteurs d'un contrôle réel des pouvoirs. L'absence des femmes dans les mécanismes de la prise de décision politique accentue les difficultés majeures rencontrées dans la solution des problèmes, pourvu que le pouvoir souhaite vraiment les résoudre ! Au Canada et partout dans le monde, les femmes continuent à être majoritaires dans les catégories de citoyens ayant les revenus les plus faibles. Elles font encore partie de la classe de citoyens qui participe beaucoup moins que les classes favorisées. Qu'ont fait les pouvoirs politiques pour que les femmes cessent d'être plus pauvres et moins instruites que la moyenne des citoyens ?

La décennie et les étapes qui la composent ne doivent plus trouver les femmes complices des gigantesques célébrations qui ne servent en fin de compte que l'image publique des gouvernements. La prise de conscience politique la plus efficace, et celle qui effraie particulièrement le pouvoir, est celle qui vient d'une réflexion quotidienne, à une distance ferme des slogans et des marchandages. Les années soixante et soixante-dix ont vu la formation de groupes de femmes, d'une minorité active et organisée qui explique la dimension politique de la situation des femmes et les invite à exiger leur part de responsabilité dans l'organisation sociale et politique.

Cette démarche est plus difficile qu'il ne semble, même dans les sociétés dites avancées. Dans les milieux politiques une certaine évolution est tolérée et on a à peu près fait disparaître du vocabulaire ce que l'on nomme 'les perles du sexisme ordinaire'. Mais lorsque les femmes s'engagent dans ce que l'on persiste à désigner comme des 'luttres d'hommes', la réaction est vive. Les femmes sont tolérées aussi longtemps qu'elles ne cherchent pas à fixer les conditions de leur participation ou à définir des objectifs de développement. Cela, déjà, indique la direction à suivre.